

Fiscalité des entreprises : un « manque de coordination » entre le gouvernement et les collectivités

Le Figaro dévoile une étude, publiée aujourd'hui par l'Institut Montaigne et le cabinet d'avocats Forvis Mazars, qui démontre que **la baisse substantielle des impôts de production en 2023 au niveau national a été en partie « absorbée »** par des décisions au niveau local. Selon ce baromètre, **la France affiche un niveau d'impôts de production supérieur à la majorité de ses partenaires européens**. L'Hexagone se distingue aussi par la « pluralité » d'impôts et de taxes qu'elle impose aux entreprises, selon l'expression d'Elena Aubrée, avocate associée chez Forvis Mazars. **« On est dans un millefeuille fiscal à l'état pur »**, développe Lisa Darbois, directrice des études France à l'Institut Montaigne. Cette disparité est due, entre autres, au « poids considérable que prend l'échelon local dans les impôts de production en France », analyse Elena Aubrée. Le rapport prend les exemples de la taxe foncière ou de la fiscalité sur les transactions immobilières. Outre le coût concret pour les entreprises, Lisa Darbois pointe les effets néfastes de ce manque de cohérence pour la visibilité des acteurs économiques. **« Cela ajoute à la complexité kafkaïenne du système d'imposition français, à laquelle les entreprises, notamment dans le secteur de l'industrie, doivent faire face »**, constate-t-elle. Ces difficultés sont d'autant plus dommageables que **« les indicateurs de l'industrie française, qui s'étaient redressés depuis sept ans, affichent de nouveau des signes inquiétants de ralentissement »**, soulignent les auteurs du rapport. (Le Figaro, p.27)